



# le ***Tournant*** vert

Bâtir l'économie canadienne  
du XXI<sup>e</sup> siècle

***Liberal*** 



# Table des matières

<b>Un message de Stéphane Dion</b>	<b>2</b>
<b>Sommaire</b>	<b>4</b>
<b>Introduction</b>	<b>12</b>
La crise des changements climatiques	14
Un régime fiscal en mal de réforme	18
<b>Notre plan</b>	<b>22</b>
Assigner un prix national à la pollution	23
Un consensus de plus en plus large	26
Le fonctionnement du plan	28
Baisser l'impôt de manière intelligente	33
Réductions d'impôt sur le revenu des particuliers	34
Aide supplémentaire	38
Réductions de l'impôt sur les sociétés	39
Des frais de douane sur le carbone	41
Une réserve pour compensation	42
Des ressources pour les Canadiens	43
<b>Le plan chiffré</b>	<b>44</b>
<b>Conclusion</b>	<b>46</b>

# Un message de Stéphane Dion

Le plan libéral pour un Tournant vert est d'autant plus efficace qu'il est simple. Nous allons réduire les impôts sur ce que nous voulons voir davantage : les revenus, les investissements et l'innovation, et nous allons réorienter ces impôts vers ce que nous voulons voir en moins : la pollution, les émissions de gaz à effet de serre et le gaspillage. Il nous faut faire payer les pollueurs et remettre tout cet argent dans les poches des Canadiens.

Le Tournant vert sera bon pour l'environnement et pour l'économie. Bon pour notre planète et pour votre portefeuille. Il nous faut absolument faire des progrès véritables dans la lutte contre les changements climatiques et en même temps, rendre notre économie plus concurrentielle. Face à l'augmentation constante du prix de l'énergie, nous devons stimuler l'augmentation de notre efficacité énergétique.

Certains ont dit que personne n'aurait le courage ni la volonté politique de poser les gestes qui doivent à notre avis absolument être posés. Nous devons le faire, et nous allons le faire.

À l'heure actuelle, ce qui manque vraiment à notre pays, c'est un leadership courageux. J'affirme que le temps est venu d'arrêter de céder à la facilité. Il faut maintenant prendre les bonnes décisions pour notre planète et pour notre avenir. Nous avons besoin de leaders qui soient honnêtes envers les Canadiens, qui leur offrent des idées nouvelles, qui assignent, sans plus tarder, un coût à la pollution, et qui soient capables

d'établir un plan d'action pour aider le Canada à prospérer dans l'économie mondiale du XXI<sup>e</sup> siècle.

J'affirme qu'il ne faut pas rater cette occasion de créer des emplois verts, de lutter contre la pauvreté et d'instaurer un régime fiscal beaucoup plus juste et plus progressiste.

Le Tournant vert est une bonne idée, une idée audacieuse et courageuse, mais ce n'est pas une idée nouvelle. D'autres pays ont pris un tel tournant et chez nous, la Colombie-Britannique vient d'adopter un plan semblable. En fait, les partisans d'un virage fiscal vert pour le Canada dans son ensemble sont nombreux. On compte parmi eux des groupes et des individus aussi divers que le Conference Board of Canada, le célèbre environnementaliste David Suzuki et le Conseil canadien des chefs d'entreprise, pour ne nommer qu'eux. Quand une telle coalition voit le jour, c'est qu'il se passe quelque chose de spécial. Et nous, les libéraux, voulons mener le bal car nous avons compris que si l'on assigne un prix adéquat aux émissions de carbone, celles-ci iront en diminuant au fil des années.

Je suis aussi convaincu que les Canadiens veulent voir instaurer, à l'échelle du pays, un plan concret qui assigne un prix au carbone, pour créer un nouvel équilibre entre les vieilles pratiques polluantes et les nouveaux choix verts et propres qui seront la clé de la compétitivité et de la prospérité du Canada. Les Canadiens savent que nous devons être courageux et audacieux, et ne pas refuser de reconnaître

les nouveaux défis qu'il nous faut affronter, notamment celui de l'augmentation du coût de l'énergie. Sans une vision audacieuse et un leadership courageux, il nous sera impossible de surmonter les défis environnementaux et économiques du XXI<sup>e</sup> siècle.

Ce leadership, je saurai l'offrir à mon pays. Ce leadership, mon parti va devoir l'assumer, car les autres en sont incapables ou ne le veulent pas.

Nous, les libéraux, sommes impatients de dialoguer avec les Canadiens dans les semaines et les mois qui viennent, et de leur demander de se joindre à une coalition qui s'élargit sans cesse. C'est une coalition non partisane qui va nous permettre d'aller au delà des notions dépassées de droite ou de gauche. C'est une coalition qui va combler le fossé entre les générations, au fur et à mesure que les générations âgées feront ce qu'il faut pour laisser à leurs enfants une meilleure planète que celle dont ils ont hérité, et que les jeunes générations s'attaqueront avec passion et ingéniosité au défi des changements climatiques.

Nous allons y travailler ensemble et ensemble, nous allons réussir à rendre le Canada plus prospère, plus juste et plus vert.



Stéphane Dion



# Sommaire

Le réchauffement planétaire est le plus grand défi écologique de cette génération. Les données scientifiques sont claires et nous devons agir maintenant. Lutter contre les changements climatiques est autant une obligation morale qu'une occasion de faire progresser notre économie. Les Canadiens veulent agir pour éviter les pires effets des changements climatiques et ils veulent que leur pays soit un bon citoyen du monde, qui montre la voie aux pays plutôt que d'être à la traîne. Lutter contre le réchauffement planétaire est une occasion que nous ne devons pas manquer, une occasion de moderniser notre économie, de rendre le Canada plus compétitif et mieux adapté au XXI<sup>e</sup> siècle.

Les Canadiens ont besoin de réduire leur dépendance à l'égard des combustibles fossiles polluants et nous devons consommer l'énergie d'une manière plus efficace. Ce sera bon pour notre économie et pour l'environnement : non seulement allons-nous réduire nos émissions de gaz à effet de serre et d'autres sources de pollution, mais nous allons aussi devenir plus concurrentiels dans une économie mondiale qui imposera de plus en plus de contraintes aux émissions de carbone.

Un consensus a été développé aussi bien parmi les environmentalistes que parmi les économistes : le meilleur moyen de réduire les émissions de gaz à effet de serre est de fixer un prix au carbone. Le Tournant vert est le volet le plus important du plan audacieux du Parti libéral pour lutter contre les changements climatiques tout en bâtissant une économie plus concurrentielle. Il réorientera notre régime fiscal pour imposer davantage la pollution et moins imposer le travail. Ce virage vert se fera de manière financièrement neutre, il sera assujéti à une loi stipulant que chaque dollar provenant de la pollution par le carbone sera retourné aux Canadiens sous forme de réductions d'impôts. La vérificatrice générale veillera à la neutralité budgétaire du Tournant vert sur une base annuelle.

Le prix sera fixé immédiatement à 10 \$ par tonne d'émissions de gaz à effet de serre et augmentera graduellement de 10 \$ chaque année pour atteindre 40 \$ par tonne en quatre ans. Étant donné que les taxes d'accise sur le carburant à la pompe équivalent déjà à 42 \$ par tonne de carbone, la taxe à la pompe n'augmentera pas. De même, parce qu'il existe déjà une taxe sur le diesel et le carburant d'avion de 4 cents le litre, le prix de ces carburants n'augmentera pas pendant la première année.

En fixant un prix clair et réaliste aux émissions de gaz à effet de serre, cette démarche permettra d'améliorer énormément l'environnement. Notre atmosphère ne devrait pas être utilisée comme un grand dépotoir. Nous ne pouvons pas laisser ainsi notre climat, nos écosystèmes et nos collectivités payer le prix réel de la pollution.

Le dividende de la pollution qui sera remis aux Canadiens sera considérable. En particulier, les Canadiens recevront :



- ▶ **Des réductions importantes généralisées du taux d'imposition :**  
Nous allons réduire les impôts chaque année à mesure que le revenu généré par l'impôt de la pollution augmentera ; à la quatrième année de mise en œuvre de notre plan nous aurons réduit de façon importante l'impôt sur le revenu des particuliers :
  - ▶ Nous ramènerons le taux d'imposition le plus bas de 15 % à 13,5 %, soit une réduction de 10 %.
  - ▶ Et nous ramènerons les deux taux d'imposition moyens de 22 % à 21 % et de 26 % à 25 %, ce qui représente des baisses de 5 % et 4 % respectivement.
  
- ▶ **Nous rendrons le système fiscal plus juste pour les Canadiens à faible revenu :** Pour aider en particulier les Canadiens ayant un faible revenu, et dans le cadre du Plan libéral 30-50 visant à réduire, en cinq ans, de 30 % la pauvreté au Canada et de 50 % la pauvreté infantile, nous réformerons le système fiscal pour le rendre plus juste pour les travailleurs canadiens.

Concrètement :

1. Nous allons mettre en œuvre une nouvelle prestation fiscale universelle pour enfants d'une valeur de 350 dollars par enfant, par année, en plus de toutes les prestations pour enfants en vigueur. Cette mesure apportera une aide financière directe aux familles canadiennes, qu'elles paient ou non de l'impôt sur le revenu.

2. Nous allons remplacer le crédit pour emploi de 1 000 \$ des conservateurs – une mesure fiscale régressive et mal conçue – par un crédit pour emploi remboursable de 1 850 \$ destiné aux Canadiens dont le revenu annuel est inférieur à 50 000 \$. Cela laissera jusqu'à 250 \$ dans les poches des travailleurs canadiens qui en ont le plus besoin.
  3. Nous allons également enrichir la Prestation fiscale pour le revenu gagné davantage que prévu par les conservateurs. Nous allons encourager le travail, car désormais les travailleurs auront droit à cette prestation dès le premier dollar gagné et non après 3 000 \$, comme c'est le cas avec le plan conservateur. De plus, nous veillerons à ce qu'un plus grand nombre de familles puissent se prévaloir de la Prestation en rendant son élimination plus progressive.
  4. Pour aider les Canadiens handicapés ayant un faible revenu, nous rendrons remboursable le crédit d'impôt pour personnes handicapées, de sorte que les personnes handicapées qui ont un revenu peu élevé puissent elles aussi profiter du Tournant vert.
- **Aide additionnelle aux Canadiens vivant dans les régions rurales et nordiques :** De façon générale, les besoins en énergie sont plus élevés dans les régions rurales et nordiques du Canada. Nous allons donc offrir une aide ciblée aux Canadiens vivant en région afin de les aider à s'ajuster aux coûts plus élevés de l'essence. En plus des mesures fiscales importantes que nous avons déjà décrites, chaque Canadien vivant en région rurale qui produit une déclaration de revenus recevra

initialement un crédit rural vert de 150 \$. Cette mesure s'appliquera à tous, qu'ils paient des impôts ou non.

En plus de ce crédit rural vert, nous allons aussi aider les Canadiens vivant dans le Nord d'une autre façon, en faisant passer de 6 000 à un nouveau maximum de 7 000 \$ la Déduction pour les habitants de régions éloignées, pour ensuite l'indexer. Cette mesure donnera lieu à un allègement fiscal immédiat de près de 150 \$ par année, et ce montant dépassera les 200 \$ par année au bout de quatre ans pour les personnes qui ont droit au plein montant de la déduction pour habitants de régions éloignées.

- ▶ **Réduction généralisée de l'impôt sur les bénéfices des sociétés :** Nous allons accélérer et bonifier les réductions déjà prévues de l'impôt des sociétés, et réduire de 1 point de plus le taux d'imposition général des entreprises en quatre ans.

Cela signifie que le taux fédéral d'imposition des sociétés sera seulement de 14 % la quatrième année. Du coup, le Canada sera une des juridictions les plus compétitives au monde sur le plan fiscal et attirera ainsi davantage d'entreprises au sein d'une économie canadienne viable et verte.

- ▶ **Réductions de l'impôt sur les bénéfices des petites entreprises :** En plus de baisser l'impôt sur les bénéfices des sociétés, nous réduirons aussi de 1 point de plus le taux d'imposition général sur les bénéfices des petites entreprises.

Les petites entreprises constituent le moteur de l'économie canadienne et ce sont les chefs d'entreprise canadiens qui ouvriront la voie au développement des nouvelles technologies et des nouveaux produits de l'économie verte.

- ▶ **Déduction pour amortissement accéléré au titre des technologies vertes :** Les encouragements fiscaux constituent l'un des meilleurs moyens de stimuler l'investissement des entreprises au Canada. Le régime de déduction pour amortissement établit la fraction du coût d'une immobilisation qu'une entreprise a le droit de déduire aux fins de l'impôt chaque année. La hausse des taux de déduction pour amortissement applicables aux investissements au profit de l'environnement aura pour effet d'inciter les entreprises à prendre un virage écologique.
- ▶ **De meilleurs encouragements à la recherche-développement :** Le principal outil dont dispose le gouvernement du Canada pour stimuler les travaux privés de recherche-développement au pays est le crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental. À l'heure actuelle, ce crédit d'impôt n'est pas remboursable pour toutes les entreprises qui font de la recherche-développement au Canada. Nous allons rendre le crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental remboursable dans une proportion de 25 % pour encourager l'innovation par la mise au point de nouveaux produits qui aideront le Canada à demeurer compétitif.

Ce Tournant vert est au cœur du plan libéral pour lutter contre les changements climatiques et pour améliorer l'environnement et l'économie

du Canada. Cette initiative complète d'autres engagements libéraux en faveur d'une économie verte, comme l'Encouragement à la production d'énergie renouvelable, qui fera plus que doubler les sources d'énergie propres disponibles pour les Canadiens, et le Fonds pour la prospérité et les industries de pointe, doté de 1 milliard de dollars, qui stimulera la production manufacturière verte, et l'engagement important en faveur de l'infrastructure qui vise à améliorer nos infrastructures durables, comme les transports en commun, en y consacrant tout surplus budgétaire inattendu du gouvernement. Notre plan inclut également des réglementations et des incitatifs complémentaires destinés aux Canadiens pour la rénovation des logis, l'achat d'appareils électroménagers et d'automobiles éconergétiques, des exploitations agricoles et des pratiques forestières faibles en émissions de carbone, de même que d'autres moyens d'aider les Canadiens à réduire leur empreinte sur l'environnement, à être plus éconergétique et à économiser sur leurs factures d'énergie.

Les Canadiens savent qu'ensemble, nous pouvons faire beaucoup pour améliorer notre environnement, notre qualité de vie et notre prospérité économique. Les Canadiens cherchent un partenaire pour faire cette transition. Un gouvernement libéral sera ce partenaire.

# Introduction

**S**'il est une chose qui caractérise le Canada, c'est bien sa capacité de relever de grands défis.

Les Canadiens ont bâti un pays qui traverse un continent entier, qui est bordé par trois océans, où l'on parle deux langues officielles, qui a pris le multiculturalisme, qui a mis en place un système universel de soins de santé et qui protège ses citoyens grâce à la *Charte des droits et libertés*. Le Canada est un pays merveilleux qui fait l'envie du monde entier.

Au nom de la solidarité et de la liberté, des Canadiennes et des Canadiens ont pris part à deux guerres mondiales, ont participé à la création d'institutions internationales qui restreignent les conflits et défendent les droits de la personne. Le concept de maintien de la paix est né au Canada.

Les Canadiens ont bâti une société qui accorde autant d'importance à la prospérité économique qu'à la justice sociale. En cela, nous avons démontré qu'il était possible de conjuguer qualité de vie élevée et solidarité entre concitoyens.

Mais à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, nous devons surmonter de nouveaux défis.

L'économie mondiale est de plus en plus compétitive ; un trop grand nombre de nos enfants vivent encore dans la pauvreté ; en outre, notre planète, notre

environnement, notre qualité de vie sont menacés en raison des changements climatiques provoqués par l'activité humaine.

De même que le Parti libéral a contribué à concilier les objectifs de prospérité économique et de justice sociale, nous pensons maintenant être en mesure d'incorporer un nouvel objectif – un environnement durable – à tout ce que nous accomplissons.

Mais il faut tout d'abord prendre pleinement conscience de l'ampleur des défis qui nous attendent.

## La crise des changements climatiques

Les preuves scientifiques sont claires. Les changements climatiques sont bien réels : ils sont causés par l'activité humaine et constituent la crise écologique la plus grave que l'humanité ait connue.

Le Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) des Nations Unies, qui s'est vu décerner un prix Nobel, a énoncé de façon parfaitement claire le coût de l'inaction : l'élévation du niveau des océans, l'intensification de la concurrence pour l'eau douce, des conditions météorologiques extrêmes – qu'il s'agisse de canicules, de sécheresses, de cyclones ou d'inondations – et la disparition de dizaines, voire de centaines, d'espèces.

Pays nordique comptant de nombreuses villes côtières, le Canada est particulièrement vulnérable aux effets des changements climatiques. Il y a peu de temps, le gouvernement a publié sans tambour ni trompette un



rapport préparé par 145 scientifiques canadiens de renom qui prévenaient que l'évolution du climat canadien pourrait se traduire entre autres par des tempêtes de plus en plus violentes dans la région atlantique ainsi que par le recul des glaciers dans le Nord.

Les étés seront plus chauds et la qualité de l'air s'appauvrira dans les régions urbaines de l'Ontario. Les Prairies seront davantage frappées par la sécheresse, ce qui aura des répercussions sur l'agriculture et pourrait entraîner le rationnement de l'eau dans les régions urbaines. Les conséquences sont particulièrement prononcées pour les collectivités du Nord : les glaces de l'Arctique fondent, le pergélisol change, il faudra peut être déplacer des collectivités entières, et un mode de vie traditionnel est en péril, tout comme l'ours polaire et d'autres espèces emblématiques.

La population canadienne veut accomplir davantage pour mettre fin à la menace. Cette volonté se manifeste dans les épiceries, où de plus en plus de gens utilisent des sacs réutilisables pour faire leurs courses, ainsi que sur nos routes, où le nombre de véhicules hybrides est en hausse. En outre, c'est un sujet qui alimente les conversations dans les écoles, les bureaux, les cafés et les lieux publics.

Mais malheureusement, Stephen Harper – qui, en tant que Premier ministre, a évoqué ce qu'il a appelé les « prétendus gaz à effet de serre » – a refusé de relever le défi des changements climatiques. Sous le couvert d'un nouveau discours dicté par l'opportunisme politique, il a mis de l'avant un plan sur les changements climatiques qui a été rejeté par tous les spécialistes reconnus au pays, à gauche comme à droite.

**« Il faut réduire considérablement les émissions de carbone pour réduire les risques de réchauffement planétaire. Les bienfaits de telles réductions sont susceptibles de dépasser largement leur coût. En fait, le coût de l'inaction sera fort probablement bien supérieur. »**

**« Il existe des moyens de réduire les risques de réchauffement climatique. Avec les bons incitatifs, le secteur privé réagira favorablement et pourra trouver des solutions. »**

*- Nicolas Stern, président du Stern Review on Climate Change et ancien économiste principal de la Banque mondiale*

Ces spécialistes s'entendent pour dire que l'approche réglementaire adoptée actuellement par le gouvernement est déficiente, compte de nombreuses lacunes et n'atteindra sans doute pas ses objectifs même les plus modestes. Selon un rapport publié par l'Institut C.D. Howe, avec le plan du gouvernement, « il est peu probable que les émissions [de gaz à effet de serre] descendent sous leurs niveaux actuels avant 2020 ». Les experts de l'Institut C.D. Howe estiment qu'en ne faisant pas suffisamment appel aux forces du marché en refusant de mettre un prix sur le carbone, les conservateurs créent encore d'autres distorsions économiques et font entrave à l'efficacité de notre économie.

Le Canada doit redevenir un chef de file mondial en matière d'environnement. Nous devons faire notre part afin de contrer la crise provoquée par les changements climatiques, pour préserver non seulement notre grand pays et notre mode de vie mais aussi la planète tout entière et les millions de personnes dont la vie est en péril.

Les Canadiens le savent, le Canada ne pourra s'acquitter de ses obligations aux termes de la première phase de mise en œuvre du Protocole de Kyoto. Or, ce protocole représente une initiative internationale de longue haleine, et nous devons générer un élan dès aujourd'hui afin de résorber l'écart actuel au cours de la prochaine phase de mise en œuvre, soit après 2012. Nous croyons que notre objectif devrait être la réduction de 20 % des émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990, et ce, d'ici 2020. Cet objectif devrait passer à au moins 25 % si d'autres pays entreprennent des efforts semblables. Cela correspond à ce que les scientifiques nous enjoignent de faire. Nous devons réduire, en chiffres absolus, nos émissions de gaz à effet de serre, et nous devons commencer dès maintenant. Le Canada ne peut résoudre

le problème des changements climatiques à lui seul. Aussi longtemps que nous ne prendrons pas de mesures résolues pour réduire nos propres émissions, nous n'aurons pas beaucoup de crédibilité à l'échelle mondiale pour encourager les autres pays à faire leur part.

La lutte contre les changements climatiques est certes une obligation morale, mais elle ouvre également des possibilités économiques. Les Canadiens veulent prendre des mesures pour éviter les pires conséquences des changements climatiques et veulent que leur pays adopte une conduite exemplaire sur la scène internationale en étant un chef de file et non pas un traînard. La lutte contre les changements climatiques est une occasion que nous ne pouvons nous permettre de laisser passer afin de moderniser notre économie et de rendre le Canada plus compétitif et mieux adapté aux réalités du XXI<sup>e</sup> siècle.

Sur le plan économique, les Canadiens doivent réduire leur dépendance envers les combustibles fossiles polluants et doivent améliorer leur efficacité énergétique. Nous aiderons ainsi à la fois notre économie et l'environnement : non seulement réduirons nous les émissions de gaz à effet de serre et d'autres sources de pollution, mais nous deviendrons plus compétitifs dans une économie où les émissions de carbone seront de plus en plus limitées. L'un des principaux moyens d'obtenir un tel résultat est de procéder à la réforme de notre régime fiscal, de manière à taxer la pollution tout en allégeant les impôts sur le revenu, l'investissement et l'innovation.

Le Parti libéral comprend à la fois le défi des changements climatiques et la volonté de tous les Canadiens de contribuer à la solution. Le temps

est venu d'instaurer une politique gouvernementale qui soit le reflet de cet engagement.

## Un régime fiscal en mal de réforme

Chaque dollar durement gagné par les Canadiens et assujetti à l'impôt est un gage de confiance entre ces derniers et leur gouvernement. Les Canadiens sont en droit de s'attendre à ce que les impôts et taxes soient concurrentiels et contribuent à atteindre des objectifs sociaux.

L'économie du Canada et l'économie mondiale ont évolué au cours des dernières décennies. Notre régime fiscal doit donc suivre. Il faut encourager les comportements bénéfiques pour notre société, comme le travail et l'ingéniosité, et décourager les comportements nuisibles, comme la pollution et le gaspillage.

Le Canada décourage déjà les effets négatifs en imposant ce qui est nuisible à notre santé. Nous taxons les cigarettes et l'alcool pour inciter les gens à adopter un mode de vie plus sain. Pour lutter contre la menace croissante du réchauffement planétaire, il est temps que nous en fassions autant pour l'équilibre de notre planète. Il est temps que nous taxions la pollution.

Il est indéniable que les impôts et les taxes ont une forte incidence sur notre économie et sur notre société. Les particuliers et les sociétés qui paient de l'impôt sur le revenu ont moins d'argent à épargner. Moins d'argent à épargner signifie moins d'argent à investir. Or, l'investissement accroît la compétitivité de notre économie et crée des emplois, ce qui nous aide à nous

préparer à l'économie de demain. Voilà qui explique toute l'importance que revêt l'établissement d'une politique fiscale éclairée pour le Canada.

En taxant la pollution et en faisant payer les pollueurs, non seulement nous encouragerons les entreprises à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, mais nous contribuerons également à favoriser l'innovation essentielle à la croissance économique.

Les familles canadiennes méritent de conserver une plus grande part de leur revenu en payant moins d'impôts. Des taux d'imposition moins élevés contribueront du même coup à attirer des travailleurs talentueux au Canada, tandis que la classe moyenne canadienne continuera de prospérer.

Nous devons également réduire les impôts sur les investissements d'affaires et la création d'emplois. Notre économie est confrontée à la hausse du dollar canadien et à la concurrence croissante de puissances économiques émergentes comme la Chine et l'Inde. Auparavant, les taux de change conféraient un avantage concurrentiel à nos industries exportatrices ; nous devons maintenant créer de nouveaux avantages concurrentiels pour l'ensemble de notre économie.

Nous devons également nous doter d'un régime fiscal qui favorisera l'insertion et qui permettra à davantage de Canadiens de mettre à profit leurs compétences et leurs talents au sein de la population active. Dans le contexte d'une économie mondiale concurrentielle englobant plus de six milliards de gens, un petit pays comme le Canada doit encourager la participation de tous ses citoyens à la vie économique. Nous devons faire en sorte que tous les Canadiens puissent s'épanouir à l'intérieur de la population active, ce qui

signifie que nous avons besoin d'un régime fiscal plus efficace, plus équitable et plus progressiste.

On recense encore 3,4 millions de Canadiens qui vivent sous le seuil de pauvreté, et environ 800 000 d'entre eux sont des enfants. Cela représente plus d'un enfant sur dix. Nous savons que les enfants dans la pauvreté souffrent de la faim, qu'ils vivent dans des logements inadéquats, qu'ils ont des problèmes de santé chroniques et qu'ils sont moins instruits. Nous devons tous faire mieux.

En faisant de leurs nouveaux crédits d'impôt pour emploi et pour enfants des crédits non remboursables, les conservateurs se sont assurés que seuls ceux qui gagnent un revenu plus élevé pourront en tirer pleinement profit.

L'approche adoptée par les conservateurs en matière de politique sociale est une erreur. Pour que le Canada puisse réussir dans l'économie moderne à l'heure de la mondialisation, il faut que tous les Canadiens unissent leurs forces. Les Canadiens ayant un faible revenu doivent se voir offrir des encouragements fiscaux qui leur permettront d'accéder à la classe moyenne.

Les libéraux comprennent la nécessité d'un régime fiscal qui offre un soutien au revenu à l'intention des travailleurs canadiens ayant un faible revenu, pour les aider à se libérer du joug de la pauvreté et à intégrer la classe moyenne.

Nous devons procéder à une réforme ambitieuse de notre régime fiscal afin de le moderniser, de contrer efficacement les changements climatiques, de réduire la pollution et de favoriser l'investissement, l'innovation et l'insertion. C'est précisément ce qu'offre le plan libéral.



# Notre plan



**L**e Tournant vert fera évoluer notre régime fiscal, un régime axé sur l'imposition des revenus, vers un régime fiscal axé sur la pollution tout en étant budgétairement neutre. Cela signifie qu'en vertu de la loi, chaque cent perçu sous forme de taxe sur la pollution sera rendu aux Canadiens par le biais de réductions d'impôts.

Ces allègements fiscaux permettront aux citoyens de garder pour eux une plus grande part de leurs revenus, et rendront le régime fiscal plus progressiste. Le Tournant vert rendra notre pays plus propre et plus vert, mais aussi plus juste.

## Assigner un prix national à la pollution

Le consensus qui s'est dégagé tant parmi les environmentalistes que parmi les économistes est que le meilleur moyen de réduire les émissions de gaz à effet de serre consiste à assigner un prix au carbone.

À l'heure actuelle, il en coûte très peu aux pollueurs canadiens de rejeter des gaz à effet de serre dans l'atmosphère ; pourtant, ces émissions entraînent des coûts que nous devons tous acquitter. Les économistes utilisent à ce propos le terme « externalité », un terme qui désigne les actes posés par une

### **Pourquoi une taxe sur le carbone ?**

**Les gaz à effet de serre sont les gaz qui retiennent la chaleur dans l'atmosphère et qui contribuent ainsi au réchauffement climatique.**

**Le dioxyde de carbone est le principal gaz à effet de serre produit par l'activité humaine, surtout par la combustion de carburants fossiles.**

personne qui ont une incidence sur les personnes autour d'eux. Dans le cas des émissions de gaz à effet de serre, l'externalité est négative, étant donné que ces émissions nous causent un préjudice à tous.

Aussi longtemps qu'il n'en coûtera rien de polluer, il sera facile de négliger les effets que cette pollution peut avoir sur autrui. Il y a eu ces derniers mois une hausse des coûts de l'énergie en raison de l'augmentation de la demande de la part des économies émergentes, mais cette évolution des prix est attribuable aux réalités du marché plutôt qu'aux coûts sociaux de la pollution. En effet, bon nombre de pollueurs ont en fait profité de la hausse des coûts de l'énergie. Cette situation doit changer. Il ne faut plus que l'on puisse impunément émettre des gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Il faut faire en sorte que chaque pollueur intègre à son processus de décision le coût réel de cette pollution.

Il y a un an, le Parti libéral du Canada a mis de l'avant son « budget carbone ». Il s'agit d'un plan rigoureux, assorti d'un système de quotas et d'échange de droits d'émission, dans le but d'assigner un prix au carbone, de stimuler les investissements verts et de mettre sur pied un marché du carbone. Un gouvernement libéral collaborera avec d'autres juridictions, y compris les États-Unis, afin de créer un solide marché des droits d'émissions au fur et à mesure que les marchés du carbone se développent. Nous continuerons de souscrire aux principes du budget carbone : une réduction des émissions en chiffres absolus, un accroissement de l'investissement dans les technologies vertes et la mobilisation des forces du marché au service de la lutte contre les changements climatiques.

Toutefois, après plus de deux années gaspillées par le gouvernement conservateur, et compte tenu du caractère d'urgence du message transmis par les scientifiques, il faut établir un prix pour le carbone, et ce, le plus rapidement possible. Étant donné qu'il faudra plusieurs années pour mettre en place un marché efficace des droits d'émission, nous devons au départ instaurer une taxe générale sur le carbone, budgétairement neutre, qui pourra être mise en application rapidement et facilement et qui couvrira près de 75 % des émissions domestiques. Nous pourrions ainsi amorcer aussitôt la transition nécessaire de notre économie vers l'énergie propre, l'efficacité énergétique et de faibles émissions de gaz à effet de serre.

Le Tournant vert que nous proposons engendrera des avantages économiques de taille. En établissant une tarification s'appliquant systématiquement aux émissions de carbone, de pair avec une réglementation efficace, nous permettrons au marché de déterminer le moyen le plus économique de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Le fait d'assigner ainsi un prix au carbone incitera les industries à moins polluer, que ce soit en utilisant une énergie plus propre ou en misant sur l'innovation et en accroissant leur efficacité énergétique. Une telle conjoncture créera une nouvelle demande au Canada pour les produits écologiques et les technologies vertes ; ces produits et technologies font déjà l'objet d'une demande de plus en plus forte à l'échelle mondiale.

## La Finlande et la Suède

**En 1990, la Finlande a été le premier pays à mettre en œuvre une taxe sur le carbone. La Suède a fait de même en 1991, et d'autres pays ont emboîté le pas. En Suède, on a estimé en 2000 que les émissions de dioxyde de carbone avaient diminué de 20 à 25 % de plus que si d'autres mesures avaient été mises en œuvre.**

Grâce au Tournant vert, le Canada assignera, pour la première fois, un prix clair, significatif et croissant au carbone. La Coalition du budget vert<sup>1</sup> a affirmé qu'assigner un prix au carbone, de la manière dont nous le proposons, constitue « l'occasion la plus cruciale » pour améliorer l'environnement et que de fixer ce type de coût à la pollution permettrait « de stimuler la réduction des émissions polluantes dans l'ensemble de l'économie ».

Avec le Tournant vert, nous verrons des réductions beaucoup plus rapidement qu'avec le plan timide et bourré de trous mis de l'avant par les conservateurs. Les choix en matière d'énergie propre seront moins dispendieux et les choix polluants coûteront plus cher. C'est la meilleure façon de changer les activités qui génèrent des émissions de gaz à effet de serre et d'autres pollutions.

## Un consensus de plus en plus large

Les regroupements d'entreprises sont conscients des possibilités économiques pouvant découler d'une tarification du carbone. Le Conseil canadien des chefs d'entreprise (CCCE) déclarait ainsi récemment que « pour encourager les entreprises et les particuliers à modifier leur comportement, il faut envoyer des signaux appropriés par le biais des prix ».

À l'heure actuelle, les entreprises qui veulent mettre en marché de l'énergie propre ou des procédés plus efficaces sont nettement désavantagées par

<sup>1</sup> La Coalition du budget vert regroupe 19 des principales organisations canadiennes militant pour l'environnement et la conservation, dont le Pembina Institute et l'Institut international du développement durable.

rapport au secteur des combustibles fossiles, qui n'a pas à assumer le coût de ses émissions. Les règles du jeu ne sont pas équitables pour tous, loin de là. Le prix que nous assignerons au carbone contribuera à mieux équilibrer le coût de l'énergie propre et celui des combustibles fossiles à forte teneur en carbone.

Selon Goldman Sachs, les capitaux internationaux investis dans les technologies environnementales et l'énergie propre ont monté en flèche, passant de 400 milliards de dollars en 2003 à 3 billions en 2006. Bref, la valeur de ces capitaux a été multipliée par sept en trois ans à peine. Cette progression ne peut que se poursuivre, et le Canada risque de perdre beaucoup si nous n'agissons pas sans tarder afin d'attirer ces investissements.

Plus tôt nous appliquerons cette tarification à l'ensemble de l'économie, plus tôt l'économie pourra apporter des ajustements et commencer à réduire les émissions, et plus tôt le Canada sera en mesure de faire sa part afin de résoudre la crise des changements climatiques et de jouer un rôle de premier plan dans l'économie mondiale éconergétique et à faible intensité en carbone dont on observe l'émergence.

Nous ne pouvons nous permettre de nous laisser distancer par les autres pays. Les dirigeants de la Californie et de l'Union européenne ont commencé à se pencher sur la possibilité d'imposer des sanctions commerciales aux pays qui tardent à prendre des mesures pour lutter contre les changements climatiques. Aux États Unis, Barack Obama et John McCain préconisent des efforts résolus en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

## L'exemple de la Colombie-Britannique

**Il y a un esprit d'initiative au Canada, à l'échelle provinciale.**

**En Colombie-Britannique, le gouvernement libéral de Gordon Campbell a instauré une taxe générale sur les combustibles fossiles budgétairement neutre.**

**Cette province mène le Canada dans la lutte contre le réchauffement planétaire, tout comme la Saskatchewan l'a fait pour l'instauration du système de santé public.**

# Le fonctionnement du plan

Le Tournant vert est aussi simple qu'efficace. Nous allons faire en sorte que le régime fiscal canadien soit axé, non plus tant sur le revenu, mais plutôt sur la pollution. De plus, nous allons à cette fin adopter une approche n'ayant pas d'incidence sur les revenus, en établissant dans la loi que la totalité des revenus générés par les taxes sur la pollution serviront à alléger les impôts des Canadiens. La Vérificatrice générale s'assurera du caractère budgétairement neutre du Tournant vert.



## Une taxe budgétairement neutre

**Cette expression veut dire que le gouvernement fédéral n'accroîtra pas ses recettes au moyen d'une nouvelle taxe.**

**Pour chaque dollar perçu grâce à la nouvelle taxe, il y aura une baisse d'impôt correspondante pour les Canadiens.**



Une taxe sur le carbone s'appliquera aux ventes de gros de tous les combustibles fossiles au pays, ce qui inclut le charbon, le propane, le gaz naturel, le pétrole et le diesel, en fonction de leur niveau d'émissions.

Le prix sera fixé dès le départ à 10 \$ la tonne d'émissions de gaz à effet de serre et augmentera ensuite de 10 \$ la tonne chaque année, pour atteindre 40 \$ la tonne au bout de quatre ans. Ce prix continuera d'augmenter progressivement par la suite, de manière à correspondre au coût social réel de la pollution.

Dès la quatrième année, le Tournant vert générera des recettes totales de plus de 15 milliards de dollars et tout cet argent sera retourné aux Canadiens sous forme de baisses d'impôts.

Les 700 grands émetteurs finaux (les pires pollueurs au Canada, qui sont principalement les grosses industries et usines de production d'énergie) contribueront pour la majeure partie des revenus du Tournant vert.

L'établissement d'un prix peu élevé au départ mais qui augmentera de façon prévisible au fil du temps permettra aux entreprises et aux particuliers de disposer du temps nécessaire pour modifier leurs sources d'énergie et pour investir dans des technologies à faibles émissions. Cela dit, porter ce prix à 40 \$ la tonne servira à amorcer l'évolution vers une économie canadienne plus verte.

# Que signifie 40 \$ par tonne en taxes supplémentaires sur les combustibles fossiles ?

Taxes supplémentaires découlant du Tournant vert			
	Unité	Première année	Quatrième année
Diesel	¢ / litre	0,0	7,0
Mazout léger	¢ / litre	2,8	11,3
Mazout lourd	¢ / litre	3,1	12,4
Carburant avion	¢ / litre	0,0	6,2
Kérosène	¢ / litre	2,6	10,2
Gaz naturel	\$ / GJ	0,5	2,0
Propane	¢ / litre	1,5	6,1
Charbon bitumineux canadien	\$ / tonne	21,3	85,1
Charbon sous-bitumineux	\$ / tonne	17,4	69,7

Exemple de comparaisons de changements de prix							
	Unité	Prix Jan. 2006	Prix Juin 2008	Hausse (cents)	Hausse (%)	Coûts ajoutés suite au Tournant vert sur quatre ans	Hausse liée au Tournant vert
Propane	¢ / litre	66,2	73,0	6,8	10,3 %	6,1	8,4 %
Essence	¢ / litre	94,4	137,2	42,8	45,3 %	0,0	0,0 %
Diesel	¢ / litre	95,7	144,2	48,5	50,7 %	7,0	4,9 %
Huile à chauffage domestique	¢ / litre	80,4	137,9	57,5	71,5 %	11,3	8,2 %

Le tableau ci-dessus montre à quel point le prix des combustibles fossiles a augmenté depuis 2006. Il montre également que bien qu'il y aura bel et bien une hausse des coûts du carburant sur quatre ans en raison du Tournant vert, ces coûts supplémentaires seront bien inférieurs à ceux engendrés par l'augmentation des prix sur le marché depuis 2006. Certes, le Tournant vert compense la hausse des coûts par le biais d'autres réductions d'impôts, mais il vise surtout à concilier les intérêts des Canadiens en tant que contribuables et

leurs intérêts en tant que consommateurs, notre désir d'être plus éconergétique et, dans la mesure du possible, moins dépendants des combustibles fossiles.

Les experts conviennent que le coût des combustibles fossiles continuera probablement à augmenter à long terme. L'ère du pétrole bon marché est révolue. Cette tendance est attribuable en grande partie à la forte demande des économies émergentes. Chaque année, en

Chine et en Inde uniquement, 50 millions de personnes atteignent le niveau de vie de la classe moyenne.

Nous devons agir maintenant : la dépendance aux combustibles fossiles doit diminuer, et l'efficacité énergétique doit croître. Le Tournant vert constituera un nouvel incitatif pour nous aider à y parvenir. Il faut faire ce qui est bon pour notre planète et pour notre portefeuille. Les consommateurs font face à la flambée des prix des combustibles fossiles, ils sont déterminés à réduire leurs propres émissions de carbone, ils veulent conserver pour eux une plus grande part de leurs dollars durement gagnés. Nous avons le même objectif : l'efficacité énergétique.

- ▶ La première année de mise en œuvre du Tournant vert, le coût d'une bombonne de 20 lb de propane pour votre barbecue augmentera de 24 cents. La quatrième année, il augmentera de 95 cents.
- ▶ La famille canadienne moyenne qui utilise le mazout pour chauffer son domicile en consomme environ 1 800 litres par an. La première année de mise en œuvre du Tournant vert, la facture d'énergie de ce ménage augmentera de 50 \$ par an ou de 4,20 \$ par mois. Dans la quatrième année, cette facture d'énergie augmentera de 203 \$ par an ou 16,95 \$ par mois.
- ▶ La famille canadienne moyenne qui utilise le gaz naturel en consomme environ 3 000 à 3 500 m<sup>3</sup> par an. La première année de mise en œuvre du Tournant vert, la facture d'énergie de ce ménage augmentera de 57 à 66,50 \$ par an ou de 4,75

à 5,54 \$ par mois. La quatrième année, elle augmentera les coûts de 228 à 266 \$ par an ou de 19 à 22,16 \$ par mois.

- ▶ Le Tournant vert ne s'appliquera pas au diesel avant la deuxième année, mais nous appliquerons une taxe de pollution sur le diesel qui s'élèvera à 7 cents par litre dans la quatrième année. À la fin de la quatrième année de mise en œuvre, les frais d'exploitation annuels totaux moyens des camionneurs auront augmenté de moins de 1 % ou environ 1 700 \$ par année.

Il n'y aura pas d'augmentation de la taxe sur l'essence à la pompe, qui s'établit actuellement à 10 cents le litre, ce qui équivaut à 42 \$ la tonne d'émissions de gaz à effet de serre. Cela signifie qu'il n'y aura pas d'augmentation de cette taxe au cours du mandat d'un nouveau gouvernement libéral. De même, étant donné que le diesel et le carburant des avions sont déjà assujettis à une taxe de 4 cents le litre, leur prix ne fera l'objet d'aucune hausse dans la première année.

Pour les particuliers, les conséquences de cette réforme dépendront des sources d'énergie locales, du climat et du degré d'efficacité énergétique du ménage. La Coalition du budget vert estime que, avec un prix du carbone s'élevant à 30 \$ la tonne, les coûts directs pour une famille canadienne moyenne augmenteront d'environ 270 \$ par année.

Il faut toutefois préciser que cette estimation repose sur l'hypothèse d'une hausse des prix de l'essence à la pompe, qui ne se produira pas dans le cadre de notre



Tournant vert. Si l'on exclut une telle hausse et qu'on estime que l'objectif du Tournant vert est d'atteindre 40 dollars la tonne d'émission, la réduction moyenne directe des coûts pour les ménages canadiens est de 250 \$ environ. Cela suppose que la première année de mise en œuvre de notre plan, le prix du carbone sera de 10 \$, et les nouveaux coûts directs ne seront que de quelque 60 \$ par ménage.

Pour ce qui est des entreprises et des autres organisations, outre les coûts de chauffage, les premiers effets se feront sentir à la suite de l'augmentation des prix du diesel et de la hausse des coûts associés aux procédés industriels exigeant des combustibles fossiles. Ces effets varieront d'un secteur à l'autre en fonction du niveau de pollution produit.

## Vigilance des prix

Les hausses du prix de l'essence sont causées par de nombreux facteurs, dont l'offre restreinte. Il y a aussi une demande internationale croissante pour le pétrole, puisque les économies émergentes comme la Chine et l'Inde augmentent leurs propres taux de consommation.

Nous savons que les Canadiens sont mécontents des hausses fulgurantes des coûts de l'énergie, de l'absence d'information à ce sujet et des arguments mis de l'avant pour justifier ces augmentations. Les Canadiens méritent des renseignements clairs et complets, et la communication de ces renseignements rendra le marché plus juste et plus transparent. Pour y arriver, nous rétablirons le Bureau fédéral d'information sur le prix des produits pétroliers, qui étudiera les fluctuations de prix et fournira aux Canadiens des informations claires et à jour. Les efforts en vue de la création de cet organisme ont été amorcés sous le précédent

gouvernement libéral, mais le projet a été aboli par le gouvernement conservateur. Le ministre des Ressources naturelles devra rendre des comptes au Parlement sur les activités de ce Bureau.

Les Canadiens s'inquiètent aussi de la possibilité de comportements anticoncurrentiels qui affecteraient les coûts de l'énergie. Afin de permettre une application plus efficace de la loi sur la concurrence, nous examinerons la possibilité d'ajouter des dispositions civiles aux dispositions d'ordre pénal contenues actuellement dans la loi en ce qui concerne les complots criminels. Le fardeau de la preuve élevé au niveau pénal actuellement requis par la loi rend les poursuites en bonne et due forme pour comportement anticoncurrentiel ou manipulation des prix extrêmement difficiles. Une norme de preuve civile plus raisonnable mènera un plus grand nombre de telles poursuites à bien et aidera à protéger le consommateur.

## Quelques trucs pour réduire ses rejets de gaz à effet de serre :

- ▶ **Remplacer les ampoules incandescentes par des ampoules fluorescentes compactes.**
- ▶ **Utiliser un thermostat programmable.**
- ▶ **Bien isoler portes et fenêtres.**
- ▶ **Acheter des électro-ménagers peu énergivores.**

Une fois le gouvernement Bush remplacé, notre principal partenaire commercial s'orientera vers un avenir plus vert. Dans l'intérêt de notre économie, nous devons faire de même. Le Canada se doit d'être un pays qui encourage ses partenaires commerciaux à établir un prix pour la pollution, et non un pays dont l'inaction mettra en péril ses propres perspectives commerciales. Nous devons aussi montrer l'exemple pour encourager les pays en voie de développement à faire leur part.

À partir du moment où d'autres pays et d'autres juridictions optent pour assigner un prix au carbone, leurs entreprises auront l'avantage d'être les premières à se doter de technologies vertes. Dans la nouvelle économie mondiale, les retardataires seront les perdants. Le Canada n'a pas les moyens de faire partie de ces derniers.

Le Parti libéral du Canada entend imposer un prix au carbone d'un océan à l'autre. Nous allons collaborer avec les provinces qui, comme la Colombie-Britannique et le Québec, ont déjà pris de telles mesures de tarification du carbone, afin que notre système de réduction des émissions de gaz à effet de serre soit géré avec équité et d'une manière qui contribue au renforcement de notre économie.

Le Tournant vert que nous proposons s'inscrira dans un plan environnemental plus large que nous soumettrons aux Canadiens lors des prochaines élections. Ce plan comprendra des mesures destinées à favoriser la production d'énergie renouvelable, à rendre le secteur manufacturier canadien plus vert, à aider les Canadiens à réduire leur empreinte environnementale, à protéger la nature et la faune, et à purifier encore plus l'air que nous respirons et l'eau que nous buvons.

Même les conservateurs admettent facilement que leur plan Prendre le virage entraînera une hausse des coûts d'électricité et de chauffage.

Dans le plan conservateur, on peut lire : « Notre modèle suggère que les Canadiens peuvent s'attendre à assumer des coûts réels en vertu du Cadre réglementaire. Pour la majorité des particuliers canadiens et des entreprises non réglementées, ces coûts se manifesteront essentiellement par une hausse des prix de l'énergie, notamment en ce qui a trait à l'électricité et au gaz naturel (bien que des mesures favorisant une meilleure efficacité et une meilleure conservation de l'énergie devraient limiter ces augmentations). »

Le Tournant vert libéral est différent puisque la hausse des coûts de l'énergie sera atténuée par des réductions générales et progressistes de l'impôt.

## Baisser l'impôt de manière intelligente

Le Canada a tout à gagner du Tournant vert que nous proposons. Nous avons les moyens de tirer parti des forces du marché pour mettre notre économie sur la voie d'un avenir plus écologique. Parallèlement, les revenus générés par une taxe sur le carbone seront retournés aux Canadiens rendant ainsi notre régime fiscal encore plus progressiste, plus concurrentiel et apte à mieux appuyer les particuliers et les sociétés prospères.

Il s'agit bel et bien d'un « double dividende », écologique et économique, puisque nous pouvons à la fois lutter contre les changements climatiques et aider notre économie à prospérer dans un monde de plus en plus concurrentiel.

## Que sont les crédits d'impôt remboursables ?

Il s'agit de crédits qui peuvent être versés aux Canadiens même s'ils ne paient pas suffisamment d'impôt sur le revenu pour que ces crédits aient un effet sur le montant de leurs impôts.

Ces crédits sont remboursés aux Canadiens s'ils ne sont pas déjà affectés à l'impôt sur le revenu.

Le plan fiscal du Parti libéral est neutre sur le plan budgétaire. Cela signifie qu'en vertu de la loi, chaque dollar perçu dans le cadre de ce plan sera rendu aux citoyens sous forme de baisse d'impôt judiciaire à l'intention des particuliers et des sociétés. Les allègements fiscaux en question augmenteront à mesure que le prix applicable aux émissions de carbone passera de 10 \$ à 40 \$ la tonne.

## Réductions d'impôt sur le revenu des particuliers

- ▶ **D'importantes réductions de l'impôt sur le revenu :** À la quatrième année de mise en œuvre, nous aurons instauré un important programme de réduction de l'impôt sur le revenu des particuliers.

Nous ferons passer l'impôt sur les revenus les plus bas de 15 % à 13,5 %. Cela signifie que nous réduirons de 10 % les impôts de la première fourchette.

Et nous allons faire passer les taux d'imposition moyens de 22 % à 21 % (une réduction de 4,5 %), et de 26 % à 25 % (une baisse de 3,8 %).

La réduction de l'impôt sur le revenu récompense le dur labeur et laisse plus d'argent dans les poches des Canadiens.

- ▶ **Un régime fiscal plus équitable pour les Canadiens ayant un faible revenu :** Notre objectif est d'accorder une aide particulière aux Canadiens ayant un faible revenu. Dans le cadre du Plan libéral 30-50 visant à réduire la pauvreté au Canada, nous nous efforcerons en cinq ans de réduire la pauvreté générale de 30 % et à réduire de 50 %

le nombre d'enfants vivant dans la pauvreté. Nous procéderons à une réforme du régime fiscal afin de le rendre plus équitable envers les travailleurs canadiens.

Les conservateurs ont adopté différentes mesures fiscales qui n'offrent que peu d'avantages, voire aucun, à ceux qui en ont pourtant le plus besoin, c'est-à-dire les travailleurs canadiens ayant un faible revenu qui travaillent avec acharnement à intégrer les rangs de la classe moyenne. Nous allons corriger tout cela :

1. Nous allons mettre en œuvre une nouvelle prestation fiscale universelle pour enfants d'une valeur de 350 dollars par enfant, par année, en plus de toutes les prestations pour enfants en vigueur. Cela apportera une aide financière directe aux familles canadiennes, qu'elles paient ou non de l'impôt sur le revenu.
2. Nous allons remplacer le crédit pour emploi de 1 000 \$ des conservateurs – un petit crédit rétrograde et mal conçu – par un crédit pour emploi remboursable de 1 850 \$ destiné aux Canadiens dont le revenu annuel est inférieur à 50 000 \$. Cela mettra jusqu'à 250 \$ dans les poches des travailleurs canadiens qui en ont le plus besoin.
3. Nous allons également enrichir la Prestation fiscale pour le revenu gagné davantage que prévu par les conservateurs. Nous allons encourager le travail car désormais les travailleurs auront droit à cette prestation dès le premier dollar gagné et non après 3 000 \$, comme c'est le cas avec le plan conservateur. De plus, nous veillerons à ce qu'un plus grand nombre de familles puissent

## La Prestation fiscale pour le revenu gagné

En 2005, le **gouvernement libéral a proposé la Prestation fiscale pour le revenu gagné, qui aide les travailleurs ayant un faible revenu, afin de rendre le travail payant.**

**Cette prestation aide les citoyens à surmonter le mur de l'aide sociale et à s'insérer dans la population active.**

## Les déductions pour les habitants des régions éloignées

Les déductions pour les habitants des régions éloignées sont des avantages fiscaux accordés aux gens qui travaillent dans le Nord.

Les travailleurs des régions les plus nordiques ont droit à la déduction intégrale et ceux des régions nordiques « intermédiaires » ont droit à la moitié de la déduction, selon les directives du ministère du Revenu du Canada.

se prévaloir de la Prestation en rendant son élimination plus progressive.

4. Pour aider les Canadiens handicapés ayant un faible revenu, nous rendrons remboursable le crédit d'impôt pour personnes handicapées, de sorte que les personnes handicapées qui ont un revenu peu élevé puissent elles aussi profiter du Tournant vert.

- ▶ **Aide additionnelle aux Canadiens vivant dans les régions rurales et nordiques :** Les besoins en énergie sont indubitablement plus élevés dans les régions rurales et nordiques du Canada. Qu'il s'agisse des coûts que doit assumer une exploitation agricole familiale en Saskatchewan ou d'un appareil de chauffage au gaz au Nunavut, tout plan visant à imposer une tarification du carbone doit absolument tenir compte de la réalité particulière qui prévaut dans les régions rurales et nordiques canadiennes.

C'est pourquoi nous allons accorder une aide particulière aux contribuables canadiens vivant en région pour les aider à s'adapter à la hausse du coût du carbone. En plus des mesures fiscales importantes que nous avons déjà décrites, chaque Canadien vivant en région rurale et qui produit une déclaration de revenus recevra chaque année un crédit rural vert de 150 \$.

En plus de ce crédit rural vert, nous allons aussi aider les Canadiens vivant dans le Nord d'une autre façon, en faisant passer de 6 000 à un nouveau maximum de 7 000 \$ la Déduction pour les habitants de régions éloignées, pour ensuite l'indexer. Cette mesure donnera lieu à un allègement fiscal immédiat de près de 150 \$ par année, et ce

## Total des baisses d'impôts et autres bénéfices dans la quatrième année du Tournant vert

<b>Célibataires</b>			
<b>Revenu</b>	<b>Célibataire</b>	<b>Avec 1 enfant</b>	<b>Avec 2 enfants</b>
5 000 \$	550 \$	2 182 \$	2 499 \$
15 000 \$	480 \$	1 866 \$	2 224 \$
35 000 \$	357 \$	936 \$	1 628 \$
50 000 \$	337 \$	502 \$	827 \$
75 000 \$	588 \$	752 \$	1 077 \$
100 000 \$	838 \$	1 002 \$	1 327 \$

<b>Couples</b>					
<b>Revenu total</b>	<b>Revenu séparé</b>		<b>Sans enfant</b>	<b>Avec 1 enfant</b>	<b>Avec 2 enfants</b>
10 000 \$	5 000 \$	5 000 \$	797 \$	2 379 \$	2 696 \$
20 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	1 158 \$	2 040 \$	2 397 \$
40 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	420 \$	1 159 \$	1 851 \$
60 000 \$	30 000 \$	30 000 \$	699 \$	1 025 \$	1 350 \$
80 000 \$	40 000 \$	40 000 \$	729 \$	1 055 \$	1 380 \$
100 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	675 \$	1 000 \$	1 326 \$

Ces tableaux n'incluent pas la hausse du Supplément de revenu garanti pour les personnes âgées, le nouveau Crédit rural vert pour les Canadiens vivant en région rurale ni les améliorations à la Déduction pour les habitants des régions éloignées. Pour voir l'ampleur de nos réductions d'impôts, visitez le [www.letournantvert.ca](http://www.letournantvert.ca).

montant dépassera les 200 \$ par année au bout de quatre ans pour les personnes qui ont droit au plein montant de la déduction pour habitants de régions éloignées.

## Qu'est-ce que la déduction pour amortissement accéléré ?

**Une déduction pour amortissement accéléré est une déduction fiscale pour les entreprises qui touche la dépréciation des biens d'équipement.**

**Une telle déduction permet d'accélérer le taux de dépréciation de l'équipement, donc de profiter d'une déduction fiscale plus élevée.**

## Aide supplémentaire

Il est important de s'assurer que les Canadiens ayant un faible revenu peuvent s'en sortir malgré toute augmentation possible de leur facture d'énergie.

En plus des réductions d'impôts et des crédits d'impôt prévus dans le Tournant vert, le plan libéral offrira des avantages ciblés par le biais du Plan 30-50 qui aideront les personnes âgées et les familles ayant un faible revenu. Ces mesures font partie du programme électoral général du Parti libéral et seront financées par l'actuel cadre budgétaire. Ce qui comprend :

- ▶ Une augmentation graduelle du Supplément de revenu garanti, augmentation qui atteindra 600 \$ par an dans la quatrième année de mise en œuvre. Le Supplément de revenu garanti assure un revenu supplémentaire en plus de la Sécurité de la vieillesse aux personnes âgées vivant au Canada et ayant un faible revenu.

Coût annuel prévu la quatrième année : 800 millions de dollars.

- ▶ Un supplément garanti pour les familles, qui vient s'ajouter à la Prestation fiscale pour enfants, qui augmentera graduellement chaque année, pour atteindre un maximum de 1 225 \$ pour environ 500 000 familles ayant un revenu bas et des enfants de moins de dix huit ans.



La prestation sera payée mensuellement et fera partie de la Prestation fiscale pour enfants.

Coût annuel prévu la quatrième année : 482 millions de dollars.

- Pour aider davantage les familles à faible revenu avec enfants, nous nous assurerons que toutes les familles dont le revenu est inférieur à 26 000 dollars conservent la totalité du Supplément de la prestation nationale pour enfants, qui, à l'heure actuelle, diminue graduellement pour les familles dont les revenus dépassent 21 000 dollars.

Coût annuel prévu la quatrième année : 350 millions de dollars.

Ces avantages limiteront non seulement l'impact de la taxe sur le carbone pour les Canadiens ayant un faible revenu, mais cela les aidera aussi à sortir de la pauvreté et leur permettra d'aider à bâtir notre société.

## Réductions de l'impôt sur les sociétés

Nous améliorerons la compétitivité de l'économie canadienne au moyen d'allègements fiscaux pour les entreprises, des allègements qui stimuleront l'investissement et l'éco-innovation.

- **Réduction généralisée de l'impôt sur les bénéfices des sociétés :** Nous allons accélérer et bonifier les réductions déjà prévues de l'impôt des sociétés, et réduire de 1 point de plus le taux d'imposition général des entreprises en quatre ans.

Cela signifie que le taux fédéral d'imposition des sociétés baissera à 14 % en quatre ans seulement. Du coup, le Canada sera une des juridictions les plus compétitives au monde sur le plan fiscal et attirera ainsi davantage d'entreprises au sein d'une économie canadienne viable et verte.

- ▶ **Réductions de l'impôt sur les bénéfices des petites entreprises :** En plus de baisser l'impôt sur les bénéfices des sociétés, nous réduirons aussi de 1 point de plus le taux d'imposition général sur les bénéfices des petites entreprises.

Les petites entreprises constituent le moteur de l'économie canadienne et ce sont les chefs d'entreprise canadiens qui ouvriront la voie au développement des nouvelles technologies et des nouveaux produits de l'économie verte.

- ▶ **Déduction pour amortissement accéléré au titre des technologies vertes :** Les incitatifs fiscaux constituent l'un des meilleurs moyens de stimuler l'investissement des entreprises au Canada. Le régime de déduction pour amortissement établit la fraction du coût d'une immobilisation qu'une entreprise a le droit de déduire aux fins de l'impôt chaque année. La hausse des taux de déduction pour amortissement applicables aux investissements verts aura pour effet d'inciter les entreprises à prendre un virage écologique.

À la quatrième année de mise en œuvre de notre plan, nous allons réserver 600 millions de dollars annuellement pour accélérer les taux de déduction pour amortissement applicables aux technologies vertes.

Nous stimulerons l'innovation au Canada à travers toute l'économie canadienne en encourageant l'investissement dans les technologies qui permettront de réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre et à améliorer l'efficacité énergétique.

- ▶ **De meilleurs encouragements à la recherche-développement :** Le principal outil dont dispose le gouvernement du Canada pour stimuler les travaux privés de recherche-développement au pays est le crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental. À l'heure actuelle, ce crédit d'impôt n'est pas remboursable, de sorte que les sociétés qui n'ont pas d'impôts à payer à court terme n'ont droit à aucun avantage au titre de leurs efforts d'innovation (à quelques exceptions près).

Nous allons rendre le crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental remboursable dans une proportion de 25 %, de sorte que toutes les sociétés, et non pas uniquement celles qui réalisent des bénéfices à court terme, aient droit à un soutien au titre de leurs activités de recherche-développement.

## Des frais de douane sur le carbone

Nombreux sont ceux qui soutiennent qu'assigner un prix au carbone désavantagera les produits canadiens par rapport à ceux des autres pays qui ne prennent pas de mesures contre les changements climatiques. Toutefois, il est important de noter que l'Union européenne a fixé il y a longtemps un coût au carbone et que son économie est à l'heure actuelle plus performante que celle de l'Amérique du Nord.

Le Canada fait face à une réelle menace des autres pays qui envisagent de plus en plus d'imposer des frais de douane sur les produits canadiens, de sorte que leur apport en carbone soit pris en compte. Cette menace à notre compétitivité provient de notre inaction. Nous devons nous tenir aux côtés des chefs de file verts du monde plutôt que de rester avec les traîneurs environnementaux face aux nouveaux obstacles commerciaux.

Nous incluons l'assignation d'un prix au carbone à notre stratégie de commerce international, en faisant en sorte, lorsque cela sera possible, que les produits des pays qui n'ont pas fixé de prix au carbone se voient imposer des frais de douane en raison de leur apport en carbone. Les deux candidats à la présidence des États-Unis, républicain et démocrate, se sont déjà engagés à assigner un prix au carbone. Cela n'aura donc pas de conséquences importantes sur notre plus grand partenaire commercial.

Mais ce qui est le plus important, c'est que le Canada agira rapidement pour assigner un prix au carbone de sorte que nos exportateurs ne soient pas boycottés par les marchés mondiaux.

## Une réserve pour compensation

Nous réserverons des fonds de 1 milliard de dollars sur quatre ans (100 millions la première année, qui passeront à 400 millions la quatrième année) pour des allègements d'impôts destinés à compenser les effets de la taxe sur le carbone sur les groupes tels que les organismes à but non lucratif et les œuvres de bienfaisance, ainsi que les coûts inattendus et inévitables liés au nouveau prix du carbone pour les plus démunis de notre société. Dans le

cadre du Tournant vert, chaque dollar affecté à la réserve pour compensation sera retourné aux Canadiens sous forme de réduction d'impôts.

## Des ressources pour les Canadiens

Le Tournant vert est au cœur du plan libéral pour la lutte contre les changements climatiques et pour améliorer l'environnement et l'économie du Canada. Cette initiative complète d'autres engagements libéraux en faveur d'une économie verte, comme l'Encouragement à la production d'énergie renouvelable, qui fera plus que doubler les sources d'énergie propres disponibles pour les Canadiens, et le Fonds pour la prospérité et les industries de pointe, doté de 1 milliard de dollars, qui stimulera la production manufacturière verte, et l'engagement important en faveur de l'infrastructure qui vise à améliorer nos infrastructures durables, comme les transports en commun, en y consacrant tout surplus budgétaire inattendu du gouvernement. Notre plan inclut également des réglementations et des incitatifs complémentaires destinés aux Canadiens pour la rénovation des logis, l'achat d'appareils électroménagers et d'automobiles éconergétiques, des exploitations agricoles et des pratiques forestières faibles en émission de carbone, de même que d'autres moyens d'aider les Canadiens à réduire leur empreinte sur l'environnement, à être plus éconergétique et à économiser sur leurs factures d'énergie.

# Le plan chiffré

	<b>Quatrième année en millions de \$</b>
<b>Total des revenus découlant du Tournant vert, 40 \$ par tonne</b>	<b>15 342 \$</b>
Réduction du taux de l'impôt sur le revenu (de 15 % à 13,5 %)	4 168 \$
Réduction du taux de l'impôt sur le revenu (de 22 % à 21 %)	1 905 \$
Réduction du taux de l'impôt sur le revenu (de 26 % à 25 %)	602 \$
<b>Réductions générales des impôts sur le revenu des particuliers</b>	<b>6 675 \$</b>
Prestation fiscale pour le revenu gagné améliorée	465 \$
Crédit à l'emploi et crédit pour les personnes handicapées améliorés	397 \$
Prestation fiscale universelle pour enfants	2 878 \$
<b>Bénéfices pour les travailleurs canadiens et leur famille</b>	<b>3 740 \$</b>
Crédit rural vert	749 \$
Hausse indexée de la déduction pour les habitants de régions éloignées	40 \$
<b>Aide aux Canadiens habitants dans les régions rurales et nordiques</b>	<b>789 \$</b>
Réduction de 1 point du taux général d'imposition des sociétés	1 750 \$
Réduction de 1 point du taux d'imposition des petites entreprises	550 \$
Pertes de revenus fiscaux des sociétés découlant de la taxe sur le carbone	523 \$
Déduction pour amortissement accéléré au titre des investissements verts	600 \$
Remboursement partiel du crédit d'impôts pour la recherche scientifique et le développement expérimental	400 \$
<b>Réductions totales de l'impôt des sociétés</b>	<b>3 823 \$</b>
<b>Réserve pour compensation</b>	<b>400 \$</b>
<b>Coût total du Tournant vert</b>	<b>15 427 \$</b>

**Conclusion**



## Le Canada est placé devant deux choix parfaitement clairs.

L'un des choix est le Parti conservateur – c'est-à-dire un parti qui a nié les changements climatiques, qui a concocté un plan de réduction des gaz à effet de serre que tous les experts ont rejeté, et qui croit que l'opportunisme politique ainsi que des arguments habiles et des publicités négatives peuvent se substituer à la prise de mesures concrètes.

L'autre choix est le Parti libéral du Canada – Stéphane Dion et son équipe.

Les libéraux comprennent bien que, face à la pire menace environnementale que l'humanité ait connue et à un régime fiscal qui doit davantage récompenser la réussite et qui n'aide pas comme il se doit les Canadiens ayant un faible revenu, il est temps d'agir.

Le Tournant vert servira à stimuler l'économie canadienne, à la rendre plus concurrentielle et à alléger le fardeau fiscal des particuliers, surtout les Canadiens ayant un revenu faible ou moyen.

Le Tournant vert imposera un coût plus lourd à la pollution au Canada tout en réduisant les coûts d'exploitation des entreprises dans le reste de l'économie, en encourageant l'investissement et en favorisant l'avènement d'une économie plus verte.

Le plan libéral est audacieux, mais il est réaliste et il sera gage d'une meilleure qualité de vie pour les Canadiennes et les Canadiens.

Le plan libéral est la bonne solution.

Nous pourrons en faire une réalité, et ainsi bâtir un Canada plus prospère, plus juste et plus vert.



letournantvert.ca

***Liberal***

